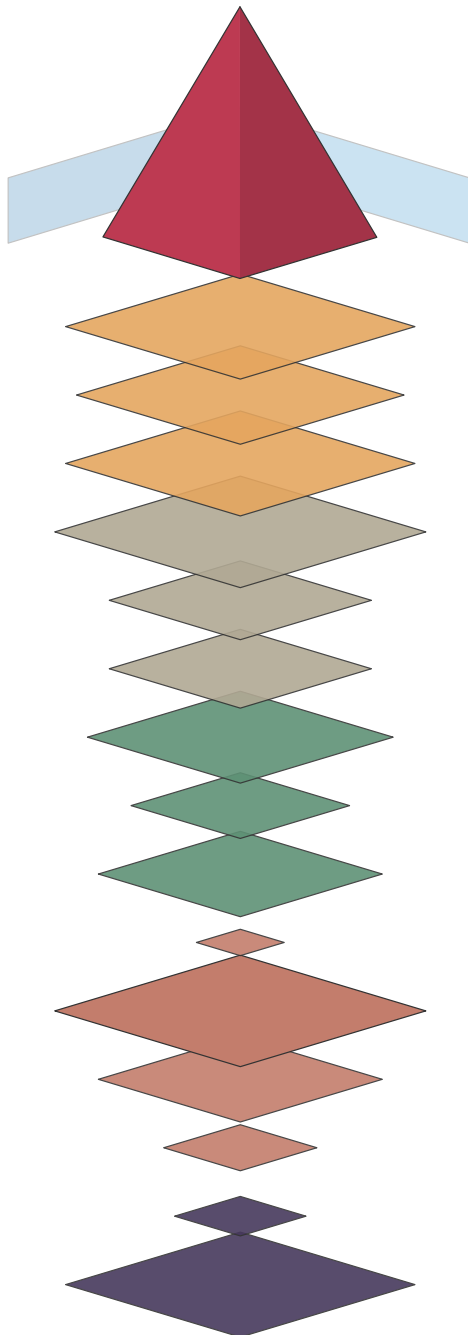


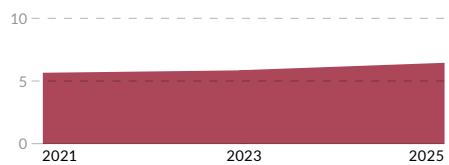


6.53 $\nearrow 0.60$ SCORE DE CRIMINALITÉ

35^e sur 193 pays $\nearrow 15$

11^e sur 35 pays américains $\nearrow 1$

1^{er} sur 13 pays des Caraïbes -



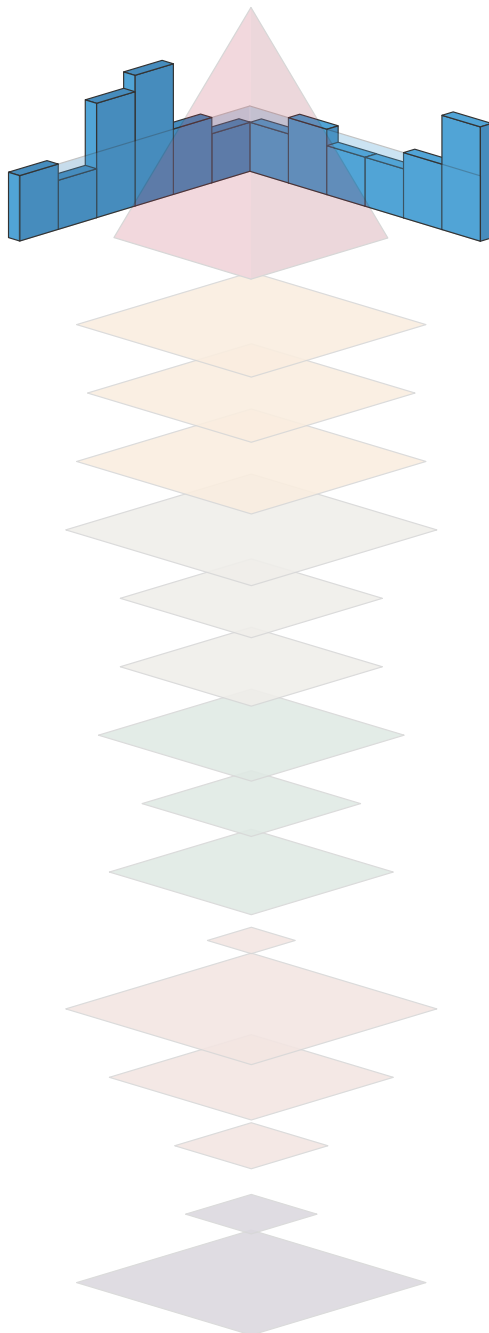
MARCHÉS CRIMINELS 6.27 $\nearrow 0.50$

TRAITE DES PERSONNES	8.00 $\nearrow 0.50$
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	7.50 $\nearrow 0.50$
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	8.00 $\nearrow 1.00$
TRAFIC D' ARMES	8.50 $\nearrow 1.50$
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	6.00 $\nearrow 1.00$
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	7.00 $\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	5.00 $\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	6.50 0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	2.00 0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	8.50 $\nearrow 0.50$
COMMERCE DE COCAÏNE	6.50 0.00
COMMERCE DE CANNABIS	3.50 0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	3.00 0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	8.00 $\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 6.80 $\nearrow 0.70$

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	9.00 $\nearrow 0.50$
RÉSEAUX CRIMINELS	7.00 $\nearrow 0.50$
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	8.50 $\nearrow 0.50$
ACTEURS ÉTRANGERS	4.50 0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	5.00 $\nearrow 2.00$



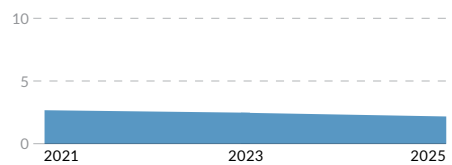
2.21 $\searrow 0.25$

SCORE DE RÉSILIENCE

177^e sur 193 pays $\searrow 3$

33^e sur 35 pays américains -

13^e sur 13 pays des Caraïbes -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2.00	0.00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	1.50	0.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	4.00	$\nearrow 0.50$
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2.00	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	1.50	$\searrow 0.50$
FORCES DE L' ORDRE	1.50	$\searrow 0.50$
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2.00	$\searrow 0.50$
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	1.50	$\searrow 0.50$
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2.00	$\searrow 0.50$
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	3.50	$\searrow 0.50$
PRÉVENTION		$\searrow 0.50$
ACTEURS NON ÉTATIQUES		0.00
		$\searrow 0.50$
		$\searrow 0.50$

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes en Haïti demeure grave, avec une servitude infantile généralisée dans le cadre du système « restavek » (selon lequel les enfants vivant dans la pauvreté sont confiés à des familles aisées) ainsi qu'un nombre croissant de cas de traite impliquant des migrants haïtiens – en particulier des enfants – exploités dans les Caraïbes et sur le continent américain. Des rapports récents ont fait état de l'implication de gangs dans le trafic d'organes, ces groupes exploitant prétendument des cliniques destinées au prélèvement d'organes sur des personnes enlevées. Les ressortissants étrangers, en particulier les femmes, sont exposés à des risques croissants de traite à des fins d'exploitation sexuelle, et certains orphelinats ont été impliqués dans des cas de maltraitance. La corruption est omniprésente parmi les fonctionnaires judiciaires, des policiers et des agents des services d'immigration, et de nombreux rapports font état de trafiquants qui versent des pots-de-vin à des agents afin d'éviter des poursuites ou de faciliter des passages illégaux, en particulier à la frontière entre Haïti et la République dominicaine.

Les activités de trafic d'êtres humains se sont intensifiées en raison des difficultés économiques prolongées, des catastrophes naturelles et de l'instabilité politique, faisant d'Haïti un pays d'origine clé dans la région. Les passeurs exploitent la fragilité des mécanismes de contrôle aux frontières et la corruption sur les routes terrestres, maritimes et aériennes, et s'appuient de plus en plus sur les départs maritimes à mesure que la migration terrestre diminue. Les jeunes femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle et au travail forcé pendant le transit. Les migrants voyagent souvent aussi loin que leurs ressources limitées le leur permettent, certaines routes traversant l'Amérique du Sud avant de se poursuivre via le Darién Gap. Malgré les efforts visant à renforcer les capacités répressives, l'absence de voies légales, des exigences migratoires à l'étranger et des obstacles systémiques en matière de documents ont favorisé la migration irrégulière.

L'extorsion et le racket en Haïti ont connu une forte augmentation, alimentés par la montée en puissance des gangs, l'accès généralisé aux armes et l'effondrement de l'autorité de l'État à la suite des bouleversements politiques. Les groupes criminels contrôlent désormais des infrastructures essentielles, notamment les ports, les dépôts de carburant et les axes commerciaux, et exigent régulièrement des paiements auprès des entreprises, des agriculteurs et des transporteurs. À Port-au-Prince et dans d'autres villes du pays, le refus de payer les sommes d'extorsion entraîne souvent des violences, contribuant à la fermeture massive

d'entreprises et à des déplacements de population. Les gangs financent leurs opérations par des enlèvements contre rançon et des « taxes » sur le commerce, certains paiements étant effectués en armes. Les tentatives visant à endiguer les activités des gangs ont échoué à mesure que les interventions ont pris fin, permettant la prolifération de postes de contrôle et de péages contrôlés par les gangs, en particulier le long des principaux couloirs de transit menant aux départements du sud d'Haïti.

COMMERCE

Le trafic d'armes s'est considérablement développé, les armes étant de plus en plus souvent introduites en contrebande depuis les États-Unis malgré les embargos. Ce commerce est alimenté par les élites politiques et économiques qui collaborent avec les réseaux criminels pour armer les gangs, lesquels utilisent de plus en plus des armes à feu à forte puissance pour contrôler leur territoire, mener des enlèvements et affronter les forces de l'ordre. La demande croissante a fait grimper les prix des armes de haute puissance de feu, lesquelles sont souvent dissimulées dans des cargaisons. Des affaires récentes ont mis en évidence la construction de nouvelles infrastructures de contrebande dans les zones côtières. L'insuffisance des dispositifs de contrôle aux frontières, le détournement de stocks officiels et l'émergence d'armes intraquables ont exacerbé la violence, en particulier dans les zones déjà en proie à de fréquentes attaques de gangs.

Le commerce de produits de contrefaçon constitue un marché criminel très répandu et couvre une large gamme de produits, notamment l'alcool, les produits pharmaceutiques et les fournitures médicales. L'infiltration croissante de médicaments de contrefaçon dans les chaînes d'approvisionnement formelles et informelles pose des risques persistants pour la santé publique. Des cas de maladies graves et de décès liés à la consommation d'alcool frelaté au méthanol et de médicaments contrefaits toxiques soulignent l'impact de ce commerce sur la santé. Haïti est également une source mineure de vêtements de contrefaçon à l'échelle mondiale.

De même, le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise reste une source importante de revenus pour les réseaux criminels, favorisé par la porosité des frontières, la corruption et la faiblesse de la gouvernance. Les produits couramment introduits illicitement comprennent l'alcool et les cigarettes, qui entrent souvent dans le pays par des points de passage non officiels depuis la République dominicaine. Ce commerce fragilise les marchés nationaux, réduit les recettes de l'État et exacerbe les tensions régionales. Les saisies récentes, notamment de grandes quantités de cigarettes et d'alcool, mettent en évidence l'ampleur du trafic transfrontalier.

ENVIRONNEMENT

Le commerce illicite du bois et du charbon de bois continue de favoriser la déforestation généralisée en Haïti, où le bois de chauffage reste la principale source d'énergie en raison des déficits en matière d'infrastructures et des difficultés économiques. L'exploitation forestière et la production de charbon de bois, principalement par les petits exploitants agricoles, constituent une source de revenus essentielle, mais entraînent l'érosion des sols, la perte de biodiversité et l'appauvrissement des forêts, en particulier des mangroves et des habitats endémiques. En outre, l'influence généralisée du crime organisé en Haïti laisse fortement supposer des liens avec l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment le commerce du charbon de bois et du bois. La contrebande vers la République dominicaine et la faible demande extérieure en bois dur exacerbent le problème. Haïti demeure particulièrement vulnérable à l'exploitation forestière illégale et aux défaillances de la gouvernance forestière.

De même, le trafic d'espèces sauvages et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) restent des problématiques persistantes, alimentés par l'instabilité, des capacités d'application limitées et une gouvernance environnementale faible.

Malgré une baisse de la demande intérieure, Haïti est un important exportateur d'espèces sauvages vers les États-Unis, des groupes criminels utiliseraient les itinéraires de trafic de drogue pour faire passer des animaux sauvages. La récente saisie d'un navire de pêche dans la baie de Fort-Liberté, soupçonné de faire passer des anguilles vers les marchés asiatiques, met en évidence les défis persistants liés à ce commerce. Parallèlement, la pêche INN, pratiquée par des navires étrangers et facilitée par une réglementation minimale, menace la biodiversité marine et les écosystèmes coralliens.

La contrebande de carburant est importante en Haïti, les activités en provenance de la République dominicaine ayant augmenté depuis la cessation des importations subventionnées de pétrole vénézuélien, alimentant ainsi un marché noir lucratif. Les autorités haïtiennes ont eu du mal à maintenir l'approvisionnement, tandis que des gangs ont exploité la situation en détournant des cargaisons de carburant, en contrôlant des infrastructures critiques et en exigeant des rançons. Les écarts entre les prix officiels et les prix du marché noir se sont creusés, affectant de manière disproportionnée les régions situées en dehors de Port-au-Prince et aggravant l'insécurité et la pauvreté.

DROGUES

Haïti reste une plaque tournante du trafic international de drogue, les opérations étant principalement contrôlées par des groupes criminels étrangers en collaboration avec des gangs nationaux. Ces groupes locaux offrent une protection et un lieu de stockage pour les stupéfiants, souvent avec la complicité d'individus affiliés à l'État. Les drogues entrent

en Haïti par la frontière dominicaine et les routes côtières avant d'être redistribuées vers des destinations telles que Porto Rico, les États-Unis, l'Europe et le Canada.

En raison de son économie de subsistance, Haïti n'est pas un pays où la consommation ou la production de drogue est importante. Les données disponibles indiquent qu'il n'existe pas de marché important pour l'héroïne, qui arrive généralement avec des cargaisons plus importantes de cocaïne et transite par Haïti avant d'atteindre ses marchés de destination.

Le trafic de cocaïne en Haïti implique des cartels transnationaux et des gangs nationaux, les itinéraires provenant principalement de Colombie et transitant par divers pays des Caraïbes. Malgré une faible consommation intérieure, Haïti reste un point de transit, la cocaïne entrant par voie maritime, par largage aérien et via des pistes d'atterrissage clandestines. Les gangs locaux, notamment le groupe 5 Second, facilitent la distribution de la drogue, contrôlent les axes de transport clés et imposent des droits de passage aux trafiquants. La corruption au sein des forces de l'ordre et du gouvernement, associée à un dispositif sécuritaire insuffisant, aggrave le problème. Les liens étroits entre les élites politiques et le trafic de drogue, mis en évidence par les sanctions prises à l'encontre d'anciens responsables, soulignent la persistance de ce commerce illicite.

Haïti est à la fois un pays producteur et un pays de transit pour le cannabis, dont les plantations sont principalement situées dans le sud, le sud-est et les régions d'Artibonite et de Grand'Anse. Au niveau national, le cannabis a un taux de prévalence de 6 %, tandis que le pays est une voie de transit pour la marijuana acheminée de la Jamaïque vers les États-Unis ou les Bahamas. Des gangs armés locaux, souvent en collaboration avec des organisations criminelles transnationales, facilitent le trafic de cannabis.

La drogue est échangée contre des armes à feu et les saisies sont fréquentes. Les principaux points d'entrée du trafic sont Hinche, Jacmel, Port-au-Prince et Cap-Haïtien.

Bien que les données relatives à la consommation et les cargaisons soient limitées, Haïti constitue probablement un point de transit pour les drogues de synthèse. Ces drogues accompagnent souvent des cargaisons de cocaïne, ce qui suggère que les gangs locaux les protègent et les stockent durant leur transit vers des destinations telles que les États-Unis, le Canada, les Bahamas, la Jamaïque et l'Europe. Malgré l'implication de réseaux de trafic bien établis, incluant des gangs locaux et des responsables corrompus, la consommation de drogues de synthèse en Haïti demeure limitée.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Bien que les cas signalés suggèrent que la criminalité cyberdépendante se manifeste de manière sporadique en Haïti, les entreprises, les prestataires de services essentiels, les institutions publiques et les particuliers restent fréquemment la cible de cyberattaques, en particulier de la part de groupes

de hackers. À mesure que les banques haïtiennes continuent d'adopter les services bancaires en ligne, le risque de telles infractions devrait augmenter. Cependant, l'absence de rapports cohérents rend difficile l'évaluation de l'ampleur réelle de la menace.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La corruption est le principal moteur de la criminalité financière en Haïti, où la situation demeure préoccupante. Les crimes financiers comprennent l'utilisation abusive de fonds, l'évasion fiscale et le détournement de fonds, et impliquent souvent des acteurs de haut niveau affiliés à l'État. En outre, les cas de fraude financière cyber-facilitée ont augmenté, avec des arrestations notables liées à des fraudes visant de grandes entreprises. Ces développements mettent en évidence la corruption et l'inefficacité systémiques.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La violence des gangs s'intensifie en Haïti, avec au moins 200 gangs contrôlant de vastes portions des zones urbaines et rurales, y compris la capitale, Port-au-Prince, et plusieurs autres villes. Deux groupes puissants se distinguent : le gang Gran Grif et la coalition de gangs Viv Ansanm, formée en 2023 afin de consolider leur pouvoir, réduire les conflits internes et renforcer leur contrôle sur des territoires stratégiques à travers Haïti. Souvent liés à des acteurs politiques, ces groupes se livrent au trafic de drogue et d'armes, à l'extorsion et aux enlèvements. L'influence des gangs s'étend au contrôle d'actifs économiques, tels que les ports et les axes routiers, et ils recourent à la violence pour imposer leur domination, les enfants étant particulièrement vulnérables. L'incapacité du gouvernement à maintenir le contrôle a permis aux gangs d'assumer des fonctions liées à la fourniture de services essentiels, tout en manipulant les résultats politiques. Des influences transnationales, notamment le trafic d'armes en provenance des États-Unis, ont exacerbé la violence et contribué à la déstabilisation du pays.

Des réseaux criminels de plus petite taille, souvent armés d'armes à feu facilement accessibles, se livrent à des vols, des agressions et des braquages ciblés, notamment contre les victimes quittant des banques. Bien que moins organisés que les gangs de plus grande envergure, ces groupes exercent une influence significative sur des quartiers, alimentant la corruption et compromettant la sécurité urbaine. Après une brève accalmie, la violence a repris de plus belle, les gangs et les réseaux plus modestes se sont adaptés à l'évolution du contexte politique.

Les acteurs étatiques exercent une influence majeure sur le paysage du crime organisé en Haïti. Des personnalités politiques ont historiquement utilisé des gangs armés pour exercer leur contrôle, faisant passer la violence d'un contexte d'agitation politique à une criminalité généralisée. Les gangs bénéficient du soutien d'acteurs étatiques et participent souvent à des crimes transnationaux tels que le trafic d'armes

et le blanchiment d'argent. La corruption imprègne tous les niveaux de l'administration, avec des liens notables entre les élites et les réseaux criminels, comme l'illustrent des affaires très médiatisées de corruption et d'enrichissement illicite. En 2024, plusieurs révélations ont renforcé ces liens à la suite d'allégations de corruption et d'extorsion au sein du gouvernement de transition. Un ancien haut responsable politique a fait l'objet de sanctions internationales pour des liens présumés avec le trafic de drogue, tandis que des enquêtes ont mis au jour des détournements de fonds publics – notamment le détournement de carburant, l'utilisation abusive de programmes alimentaires scolaires et des enrichissements inexplicables – impliquant plusieurs anciens ministres et fonctionnaires. Ces dynamiques compromettent gravement la gouvernance, l'efficacité des forces de l'ordre et le processus démocratique en Haïti.

Les acteurs de la criminalité étrangers ont historiquement opéré en Haïti, se concentrant sur le trafic de cocaïne et le trafic d'êtres humains, et sont souvent liés à des pays voisins tels que la République dominicaine et la Jamaïque. Ils se concentrent généralement dans les centres urbains et les régions caractérisées par des frontières et des ports vulnérables, offrant ainsi des opportunités d'exploitation. Toutefois, leur influence sur les marchés criminels en Haïti demeure limitée en raison de la domination des acteurs locaux ainsi que de l'instabilité politique et des conditions socio-économiques défavorables du pays.

Enfin, l'instabilité politique d'Haïti, la pauvreté généralisée et la faiblesse du cadre réglementaire permettent aux acteurs du secteur privé d'exploiter des opportunités économiques illicites avec un minimum de contrôle. Bien que les données sur leur implication directe dans des activités criminelles soient limitées, leur engagement est néanmoins constaté. Des secteurs clés tels que l'immobilier, la construction et les réseaux financiers informels sont utilisés à des fins de blanchiment d'argent, tandis que certaines entreprises de sécurité privée peuvent faciliter le trafic d'armes et l'implication dans le trafic de drogue. Des acteurs privés tirent également profit de la traite des personnes, en particulier par le biais des orphelinats, où les enfants sont exploités. Malgré ces problèmes, aucun acteur privé n'a été officiellement inculpé pour implication dans des activités criminelles, bien que certains aient fait l'objet de sanctions imposées par des gouvernements étrangers.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

L'instabilité politique en Haïti s'est aggravée après l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, entraînant une lutte pour le pouvoir et une paralysie persistante de la gouvernance. Le crime organisé a encore influencé le paysage politique fragile du pays, des gangs assumant des rôles quasi étatiques dans de nombreux quartiers et exacerbant l'instabilité. Les gangs contrôlent des zones stratégiques, des routes commerciales et des ressources, intensifiant la violence et contribuant à une crise humanitaire. La communauté internationale, y compris une force multilatérale, a tenté d'intervenir, mais les difficultés de financement et de coordination entravent les progrès. La dégradation de la sécurité, l'impasse politique et l'affaiblissement de l'État empêchent Haïti de faire face à ses crises croissantes.

La corruption reste omniprésente au sein du gouvernement et des organes de transition, entravant les efforts visant à rétablir l'ordre. Malgré l'existence d'institutions telles que l'Unité de lutte contre la corruption et l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF), les ingérences politiques et les ressources limitées compromettent leur efficacité. Les lois visant à lutter contre la corruption, telles que celle qui a réduit les pouvoirs de l'UCREF en 2017, ont été affaiblies. La mise en place d'un Conseil présidentiel de transition a été chargée de préparer Haïti aux élections, mais elle a été confrontée à la corruption interne, certains de ses membres ayant été inculpés pour corruption. Les collaborations internationales, notamment avec l'Organisation des États américains, visent à renforcer la lutte contre la corruption, mais la transparence et la responsabilité restent des défis majeurs.

La crise politique en Haïti a suscité un engagement international accru visant à lutter contre le crime organisé, le trafic d'armes et la corruption. Bien que le pays ait ratifié les principaux traités internationaux, l'absence de traités d'extradition et la fragilité de la gouvernance entravent leur mise en œuvre. Parmi les initiatives notables figure un partenariat avec les États-Unis pour créer une Unité d'enquête criminelle transnationale, ainsi qu'une mission multinationale d'appui à la sécurité autorisée par l'ONU pour aider la Police nationale d'Haïti (PNH). Haïti participe également à la coopération policière régionale par l'intermédiaire d'Ameripol et d'initiatives de lutte contre la criminalité cyberdépendante. Toutefois, la corruption systémique, les faiblesses institutionnelles et les tensions entre les acteurs internationaux et les autorités locales entravent l'efficacité de ces efforts.

Au niveau national, Haïti a adopté une législation visant la criminalité organisée, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de trafic de drogue et de réglementation des armes à feu. Néanmoins, l'application de ces dispositions demeure faible en raison de dysfonctionnements au sein de

l'exécutif et du système judiciaire, ainsi que des lacunes dans le domaine du droit foncier et du droit douanier. En outre, le pays ne dispose pas d'un cadre législatif complet en matière de criminalité cyberdépendante, ce qui le rend vulnérable aux menaces numériques. Une réforme longtemps attendue du code pénal haïtien, qui traite des violences fondées sur le genre et de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, était prévue pour 2024, mais elle a été reportée en raison des difficultés politiques et institutionnelles persistantes.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le pouvoir judiciaire haïtien est fortement influencé par le pouvoir exécutif, et son fonctionnement est entravé par la corruption et l'inefficacité. Les juges perçoivent de faibles salaires, bénéficient d'une formation limitée et disposent de ressources insuffisantes, ce qui les rend vulnérables à la corruption. Le système est encore affaibli par une mauvaise coordination, des retards dans le traitement des affaires et des arrestations arbitraires. Les prisons sont surpeuplées, les détenus sont soumis à une détention provisoire prolongée, et les mauvaises conditions de détention contribuent à des taux de mortalité élevés. Des groupes criminels se sont emparés de bâtiments judiciaires, ont détruit des dossiers et ont encore déstabilisé le processus judiciaire. Parmi les mesures prises récemment pour remédier à ces problèmes figure la nomination de juges d'instruction, mais les ingérences politiques et le manque de ressources persistent.

Par ailleurs, la HNP, principale agence chargée de lutter contre le crime organisé, est dépourvue de moyens suffisants, fragmentée et en proie à la corruption, certains agents participant à des actes de corruption ou acceptant des pots-de-vin de la part de groupes criminels. Les forces de l'ordre sont confrontées à un manque de financement, de formation et d'équipement, ainsi qu'à des niveaux élevés de violence, notamment des attaques fréquentes contre ses membres. Malgré le soutien extérieur, y compris un déploiement de forces de police dirigé par le Kenya, les opérations de la PNH restent limitées, exacerbées par un manque de leadership cohérent et la montée en puissance de groupes d'autodéfense tels que Bwa Kalé.

Les frontières poreuses et la faiblesse des capacités de contrôle en Haïti permettent aux réseaux criminels transnationaux impliqués dans le trafic de drogue et d'armes, la traite des personnes et la fraude documentaire de prospérer. Les capacités minimales des garde-côtes haïtiens et le relief accidenté le long de la frontière avec la République dominicaine aggravent encore la situation, les groupes criminels exploitant ces vulnérabilités. Les gangs contrôlent plus de 90 % de Port-au-Prince et 60 % du territoire haïtien, y compris des routes commerciales et des infrastructures

essentielles. Ces groupes, dont le 400 Mawozo, collaborent avec des trafiquants dominicains et compromettent davantage la sécurité nationale.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Haïti est confronté à des défis importants dans la lutte contre le blanchiment d'argent en raison de l'instabilité politique, de la faiblesse du système judiciaire et des capacités limitées en matière de répression. Malgré le renforcement des lois de lutte contre le blanchiment d'argent en 2017, l'UCREF est confrontée à des ingérences du pouvoir exécutif, ce qui se traduit par un faible nombre de poursuites ou de condamnations. Haïti a été inscrite sur la liste grise du Groupe d'action financière en 2021 et y figurait toujours en 2024. Le pays a mis en place des procédures de connaissance du client et établi des organismes de réglementation afin d'améliorer la transparence, mais les enquêtes abouties sont rares. Des personnalités de premier plan ont fait l'objet d'allégations de blanchiment d'argent.

L'économie haïtienne est fortement entravée par l'instabilité politique, la répression économique et les défis en matière de gouvernance. L'inflation reste élevée, et 60 % de la population vit dans la pauvreté. Les pénuries de carburant, la détérioration de la sécurité et la réduction des programmes sociaux ont encore aggravé la crise économique. Bien qu'Haïti ait tenté de mettre en place un cadre macroéconomique afin de parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international, ses efforts ont été entravés par la faiblesse des mécanismes de mise en œuvre et la corruption généralisée. Des réseaux criminels organisés dominent des secteurs tels que la sécurité privée et les marchés informels, érodant encore les opportunités d'activité économique légitimes. En outre, les sanctions internationales, y compris l'embargo sur les armes, continuent de nuire à la stabilité économique et sécuritaire du pays.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les systèmes de protection des victimes et des témoins en Haïti restent insuffisants malgré l'existence de cadres juridiques tels que la loi de 2014 contre la traite des êtres humains. Parmi les défis à relever figurent une mise en œuvre

judiciaire défaillante, des coûts juridiques élevés et l'utilisation du français dans les procédures judiciaires, une langue que la plupart des Haïtiens ne parlent pas. La discrimination fondée sur le genre et les inégalités économiques empêchent de nombreuses victimes, en particulier les femmes, d'accéder à la justice. La corruption et l'insuffisance des financements entravent encore davantage la protection des victimes, en particulier dans les cas de violences sexuelles et fondées sur le genre, où la stigmatisation et la crainte de représailles dissuadent les victimes de porter plainte. Les ONG apportent un soutien essentiel, car les efforts de l'État sont limités par une instabilité sociopolitique plus générale.

Les stratégies de prévention de la criminalité en Haïti ont été confrontées à des limites importantes ces dernières années. Les services de renseignement et les forces de l'ordre sont confrontés à un manque de financement et à une méfiance de la population, tandis que les gangs criminels entretiennent des liens étroits avec certains membres de l'autorité. Bien que certaines initiatives de police de proximité et des programmes socio-économiques aient été mis en œuvre, les progrès restent limités. Si la coopération régionale et internationale a donné lieu à certaines actions, notamment la mission multinationale soutenue par l'ONU, l'insécurité persiste.

Les acteurs non étatiques, notamment les organisations de la société civile et les initiatives locales, jouent un rôle central dans la lutte contre le crime organisé et dans la fourniture de services essentiels tels que l'assistance juridique et la sensibilisation communautaire. Plusieurs de ces organisations œuvrent en faveur de la paix, notamment par la réintégration des enfants soldats et la défense des droits humains. Cependant, elles sont souvent confrontées à des actes de violence et à des attaques contre leurs bureaux. Le secteur des médias, bien que protégé par la Constitution, est confronté au harcèlement et à l'impunité. Les journalistes sont régulièrement victimes de violences, d'enlèvements et d'assassinats, ce qui reflète l'insécurité généralisée et le déficit de justice.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.